



Déclaration des représentant·es FSU à la F3SCTA du 14 janvier 2026

De la Palestine à l'Ukraine, en passant par le Soudan et maintenant le Vénézuéla, les peuples agressés sont en première ligne de l'autoritarisme et de la fascisation accélérée ayant cours actuellement partout dans le monde. Face à tous les prédateurs, et à ceux qui laissent faire, la FSU rappelle que le respect du droit des peuples à l'autodétermination doit être au cœur du droit international. Le syndicalisme a toujours combattu pour les libertés publiques, la démocratie, l'Etat de droit et la laïcité, conditions indispensables à la liberté d'organisation et d'action du monde du travail. Pour les défendre, nous appelons à participer au meeting départemental ce soir à 18h à St Pourçain sur Sioule en présence de Sophie Vénéitay, secrétaire générale du SNES-FSU en soutien de Laurent Indrusiak, secrétaire général de la CGT 03 et de Vincent Présumey, secrétaire départemental de la FSU 03, tous deux diffamés et menacés par l'extrême-droite.

Sur le plan gouvernemental, la situation est toujours marquée par l'instabilité. L'Assemblée nationale a rejeté le budget 2026 en décembre dernier. Pour éviter un blocage total, le gouvernement a dû faire voter une loi spéciale fin décembre pour assurer la continuité des services publics et la levée des impôts en attendant de reprendre les débats. Le gouvernement actuel évolue donc dans un contexte parlementaire extrêmement fragile, tout en faisant de la dissolution un outil de chantage pendant que certains groupes parlementaires s'en prennent au 1er mai. Le président E. Macron entame l'avant-dernière année de son mandat avec un niveau de confiance historiquement bas et s'accroche à ses lubies comme la mise en place de la réforme des concours alors même que le concours avec recrutement à bac +3 n'est pas assuré faute d'être budgété ou comme celle du service militaire volontaire bien loin des attentes émancipatrices de la jeunesse... Rien sur la nécessaire justice fiscale, sociale et écologique !

Dans la fonction publique, la logique d'austérité se poursuit. Malgré l'inflation, le gouvernement a confirmé la suppression de la GIPA et le nouveau gel de la valeur du point d'indice pour l'année 2026, ce qui va encore aggraver la crise d'attractivité. Pour éviter que les plus bas salaires ne tombent sous le seuil légal suite à la hausse automatique du SMIC, il va être obligé de verser une indemnité différentielle à environ 356 000 agent·es, celles et ceux aux indices inférieurs à 371 : voilà qui en dit long sur la paupérisation de la fonction publique !

Dans l'Education, les opérations de préparation de rentrée 2026 sont retardées. De premières indications sur les créations ou suppressions de postes dans les académies pourraient être connues à l'issue du CSA ministériel du 20 janvier mais la FSU ne pourra accepter que le Ministre acte des suppressions de postes en l'absence de budget à l'Assemblée nationale. En effet, alors que le Sénat a validé début décembre la proposition du gouvernement de supprimer 4 000 postes d'enseignant·es dans le budget 2026, la loi spéciale, en reconduisant les crédits de 2025, ne prévoit donc en l'état aucun retrait d'emploi.

Paradoxalement, le gouvernement affiche lui la création de 5 440 équivalents temps plein (ETP) par un artifice comptable lié à la réforme de la formation initiale. En réalité, le nombre d'enseignant·es titulaires devant élèves continue de diminuer dans des classes toujours chargées tout comme celui des AED et des CPE dans des Vies Scolaires au bord de l'implosion. Les créations de postes d'AESH prévues sont aussi notoirement insuffisantes au regard des besoins exponentiels pour l'école inclusive. Alors que tout le monde s'accorde pour dire qu'il y a urgence à créer un véritable statut pour AESH, actrices et acteurs essentiel·les et indispensables de l'école inclusive, et à sortir les collègues de la précarité, le Ministère n'avance pas sur ce sujet. Et le Sénat a scandaleusement rejeté, le mercredi 7 janvier, une proposition de loi visant à donner aux AESH un véritable statut de fonctionnaires.

La fin du caractère obligatoire des groupes de niveaux est une victoire syndicale, notamment de la FSU mais c'est une victoire partielle : le cadre national se trouve réduit et l'autonomie des établissements, source d'inégalités, s'en trouve renforcée. Or nous voulons une éducation nationale et pas locale qui dépendrait du seul rapport de force dans chaque établissement. Même si le ministre s'est engagé à plusieurs reprises à maintenir les moyens qui ont été injectés dans les groupes de niveau, la vigilance est de mise sur les DHG pour que les enveloppes de moyens restent à minima constantes. La FSU continue par ailleurs de demander prioritairement le rétablissement de la technologie en Sixième, passée à la trappe de la réforme. Refusant de réviser la carte de l'Éducation prioritaire, E. Geffray souhaite installer une « organisation spécifique », fondée sur un système de contractualisation. Dès janvier 2026, une mise au pas des pratiques menace 800 collèges sélectionnés pour leurs faibles résultats au DNB en mathématiques et français. Il s'agit clairement pour le ministère de se défausser, en faisant porter aux collègues, à qui l'on va réapprendre à faire leur métier, la responsabilité du niveau des élèves au lieu de pointer l'absence de moyens pour permettre la réussite des plus socialement défavorisés.

Par ailleurs, pendant que le lycée continue de subir les conséquences délétères de Parcoursup et des réformes Blanquer, que la FSU rejette toujours, si le ministre E. Geffray a reconnu que dans la voie professionnelle le parcours Y est « un échec en l'état », il poursuit, à l'instar de celles et ceux qui l'ont précédé, ses opérations de communication hors sol en interdisant le repêchage avec des points de jury (pratique qui ne concerne en réalité qu'un nombre infime de candidat·es), pointant ainsi un pseudo laxisme des enseignant·es et l'idée d'un bac au rabais. L'extension du dispositif « portable en pause » au lycée, rejetée par le CSE, est le dernier coup de com' politique pétri de démagogie et décidé sans concertation ni moyens supplémentaires, ni humains ni matériels. La FSU dénonce une mesure d'affichage et une nouvelle instrumentalisation de l'École.

Et pendant ce temps-là, à cause de leurs conditions de travail, la santé de l'ensemble des personnels ne cesse de se dégrader. En effet, la Cour des Comptes fait le constat de la hausse des CMO et des temps partiels thérapeutiques. Elle va jusqu'à pointer l'absence de « politique de prévention structurée » et « le manque de suivi des RPS ». Au lieu de protéger, le Ministère punit par le jour de carence et une indemnisation à 90% des CMO. La FSU exige l'abrogation de ces mesures iniques. Les documents de qualité mis à notre disposition, RSU, déclarations d'AS, fiches SST, rapports d'activité de l'ISST et du service de médecine de prévention, montrent que l'académie de Clermont ne déroge malheureusement pas à la règle nationale. Les Formations Spécialisées ont un rôle majeur à jouer pour accompagner et protéger les personnels mais aussi pour dégager des pistes d'améliorations et répondre aux enjeux de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, de la précarité, des fins de carrière, des RPS, etc. Les élu·es de la FSU y prendront toute leur part et seront des actrices et des acteurs d'une politique qui se doit d'être plus ambitieuse. Mais comment faire de la médecine sans médecin ? Mais comment faire de la prévention sans Assitant·es de prévention ? Le constat du manque de moyens est là, répondre aux besoins est une donc une nécessité plus qu'urgente. La FSU exige des actes forts pour restaurer un service public de qualité, sur l'ensemble du territoire, en zone urbaine comme en zone rurale, avec des agent·es publics mieux rémunéré·es et enfin respecté·es